



## L'Iran: la guerre annoncée

Vers une nouvelle agression étatsunienne

Par [Edward S. Herman](#) et [David Peterson](#)

Mondialisation.ca, 21 mai 2006

Counterpunch (original en anglais) 21 mai 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [L'IRAN](#)

Vers Une Nouvelle Aggression US: Le Quatrième « Crime Suprême International » U.S. en sept ans est doré et déjà en route, avec le plein soutien de la « Presse Libre » et de la « Communauté Internationale ».

Les Etats-Unis ayant déjà à trois reprises déclenché une guerre en totale violation de la Charte des Nations Unies, et s'étant de fait par trois fois rendus coupables du « Crime Suprême International »<sup>1</sup> – contre la Yougoslavie en 1999, contre l'Afghanistan en 2001, puis contre l'Iraq en 2003 – on aurait pu s'attendre à ce que les préparatifs d'une quatrième agression, à peine quelques années plus tard, mais cette fois contre l'Iran, éveillent à l'ONU, dans l'Union-Européenne ou au sein des plus grandes ONG et Institutions Internationales – mais aussi parmi notre supposément morale et indépendante Presse Libre – un concert de protestations et d'actions préventives, comme par exemple une saisine du Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII concernant les « menaces contre la paix », ainsi qu'une mobilisation unanime en faveur d'éventuelles sanctions diplomatiques et économiques à l'encontre des Etats-Unis. Mais il ne s'est rien produit de tel ! En réalité l'administration Bush est parvenue à mobiliser l'Union-Européenne et l'ONU – dont la fonction première est « le maintien de la paix et de la sécurité internationale » – ainsi que la Presse Libre, pour faciliter au contraire cette quatrième agression.

Si nous pouvons affirmer que cette quatrième agression est d'ores et déjà engagée, c'est qu'une fois de plus, comme cela avait été le cas pour l'Iraq, les USA ont depuis des mois soumis l'Iran à un harcèlement permanent, qui est en réalité loin de se borner aux insultes et menaces verbales officielles. Depuis 2004 le territoire iranien a été constamment surveillé par des « drones » (avions espions sans pilote), infiltré par des unités de combat et de reconnaissance chargées de collecter des « données de ciblage et d'établir des contacts avec les branches antigouvernementales de minorités ethniques » (Seymour Hersh).<sup>2</sup> Les Etats-Unis ont en outre accordé un très ambigu statut de « protégé » au groupe Mujahedin-e Khalq, pourtant désigné depuis 1997 par le Département d'Etat U.S. comme une « organisation terroriste étrangère », mais que Washington utilise néanmoins pour lancer des raids contre l'Iran depuis l'Iraq, toujours sous occupation américano-britannique.<sup>3</sup> Les USA et leur client israélien ont de surcroît, et à maintes reprises, menacé l'Iran d'attaques directes et de bien plus grande envergure. Ce type d'agressions, comme préalable à l'invasion, fut l'une des principales caractéristiques de l'agression pleine et entière de l'Iraq. Les Etats-Unis et leur allié britannique avaient alors considérablement accru leurs

« poussées d'activités », enchaînant déjà leurs raids de bombardements massifs bien avant l'invasion du 19 mars 2003.<sup>4</sup> Les actes de guerre et d'agression les plus graves commencèrent dès avril 2002, et furent presque systématiquement occultés, par la « Presse Libre » comme la « communauté internationale. »

Le plus ahurissant dans tout cela, s'agissant d'un pays qui mène actuellement ouvertement un programme d'agressions militaires en séries ; qui gère ostensiblement un réseau international de goulags et de centres de torture, aussi largement documenté que massivement condamnés<sup>5</sup> ; qui vient de se rendre coupable de crimes de guerre particulièrement graves, en Irak notamment – Fallujah est en passe de supplanter Guernica comme symbole d'une guerre meurtrière déchaînée contre des civils<sup>6</sup> ; qui se proclame ouvertement au-dessus du Droit International et dont les représentants déclarent très officiellement que l'ONU n'a de pertinence que lorsqu'elle soutient la politique américaine<sup>7</sup> ; c'est que lorsque ce pays même se lance dans une nouvelle série d'attaques et de menaces, il n'est non seulement condamné pour aucune de ces agressions [entre autres violations du Droit International, de la Charte des Nations Unies et de ses diverses injonctions et résolutions, des Conventions de Genève et autres accords et règlements internationaux, des Lois de la Guerre, des Droits de l'Homme, etc. (pour ne rien dire des règles de l'OMC et des règlements intérieurs de l'OTAN sur lesquelles son autorité est directe) NDT] mais peut encore se prévaloir du soutien officiel de l'UE, de l'ONU et des médias du monde entier pour sa prochaine attaque contre l'Iran. Ce soutien unanime est d'ailleurs ouvertement exprimé, en dépit même du fait qu'il est dorénavant communément admis que les administrations Bush et Blair avaient cyniquement abusé du programme d'inspection et effectivement justifié leur invasion/occupation militaire de l'Irak sur la base de déclarations mensongères (et initialement réputées telles). Ils n'en ont pas moins rapidement obtenu par la suite l'aval rétroactif l'UE et de l'ONU pour leur occupation et l'impitoyable programme de pacification qui s'en est suivi<sup>8</sup> [à cette date le nombre de victimes *civiles* est évalué entre 200 000 et 300 000 morts ; 84% des morts violentes étant reconnues victimes des forces de la coalition ; 95% d'entre-elles étant dues aux raids aériens et tirs d'artillerie, les victimes des attentats si massivement médiatisés représentant en réalité moins de 10% du total (Cf. <http://www.globalresearch.ca/articles/LAN410A.html>) NDT]. Le blanc seing accordé d'office pour l'agression en cours et pour une attaque de grande envergure, d'ores et déjà officiellement programmée, n'en est que plus vertigineux.

Le mécanisme par lequel l'état agresseur parvient à obtenir cette adhésion unanime consiste simplement à pousser des cris d'orfraie au sujet d'une prétendue intention iranienne de se lancer dans un programme d'armement nucléaire. L'Iran agirait bien sûr dans le plus grand secret, et bien qu'effectivement soumis aux inspections de l'AIEA depuis trois ans, on estime qu'il n'a pas été à cent pour cent coopératif avec l'Agence.<sup>9</sup> Combinant diabolisation,<sup>10</sup> vitupérations continuelles, entre autres manifestations d'indignation et de frayeur, et menaces de prendre des mesures contre une si intolérable menace, le régime de Washington est parvenu à créer *ex nihilo* une « situation de crise », focalisant régulièrement toute l'attention des médias, et qui l'assure du soutien inconditionnel et inquiet de l'ONU, de l'UE, de l'AIEA et de la communauté internationale.<sup>11</sup> Ces derniers semblent s'être joints à l'agresseur tant pour ne pas l'offenser, que pour tenter de tempérer sa détermination à en venir à ses fins. En agissant de la sorte, ils admettent néanmoins comme prémisse l'existence d'une réelle menace et avalisent au moins tacitement le programme d'agression, et souvent bien davantage. Aux Etats-Unis la reconnaissance, par les grands médias et les Démocrates, du sérieux de la crise – bien qu'elle soit montée de toutes pièces – et les prises de positions de « poids lourds » de la scène politique, comme Hillary Clinton ou Evan Bayh

(lesquels vont jusqu'à exiger de Bush qu'il entre en lice) engendre un brouhaha qui auto-alimente les pressions sur un gouvernement qui est en réalité à l'origine de la crise, et qui se trouve à présent sommé de « faire quelque chose », sous peine de défaite politique.<sup>12</sup>

La coopération de l'Union-Européenne semble encore plus totale pour planifier l'agression contre l'Iran qu'elle ne l'avait été dans le cas de l'Irak. Bien que l'Iran dispose au regard des termes du TNP (Traité de Non-Prolifération nucléaire), du droit absolu et « inaliénable » d'enrichir son propre uranium (ledit TNP spécifie uniquement qu'un tel enrichissement ne peut avoir pour but que des « fins pacifiques »), et bien que le TNP impose aux autres signataires de « faciliter ... le plus total échange possible d'équipement, de matériels et d'informations scientifiques et technologiques concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques »,<sup>13</sup> l'Iran, sous les pressions diplomatiques de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, a accepté « de plein gré, de maintenir et prolonger la suspension de toute activité relative à l'enrichissement et à la transformation de l'uranium. » Ces trois pays acceptaient en retour de poursuivre, en toute bonne foi, les négociations en vue d'un accord « offrant des garanties objectives que le programme nucléaire de l'Iran vise exclusivement à des fins pacifiques », ainsi que « de solides garanties sur une coopération technologique et économique en matière de nucléaire, et de fermes engagements sur les questions de sécurité. »<sup>14</sup>

La poursuite des négociations n'en achoppa pas moins principalement sur le fait que les trois pays de l'UE se trouvaient dans l'incapacité patente de fournir à l'Iran la moindre garantie sur les questions de sécurité, sans s'assurer d'engagements allant en ce sens de la part des Etats-Unis [et de leur principal allié dans la région]. Or, non seulement les garanties américaines n'étaient même pas envisageables, mais Washington et Israël ne firent au contraire qu'intensifier leurs menaces. Les Etats-Unis ont en outre toujours fermement défendu l'idée « qu'aucun enrichissement n'est tolérable en Iran », selon les propres termes de M. John Bolton, ambassadeur des Etats-Unis devant l'ONU, « pour la bonne et simple raison que le moindre prétendu programme scientifique d'enrichissement laisserait à l'Iran la possibilité de maîtriser les handicaps technologiques qui grèvent actuellement son programme. Dès lors que l'Iran aura acquis les capacités scientifiques et technologiques d'enrichir de l'uranium, ne fut-ce qu'en laboratoire, ces connaissances pourraient se trouver ré-appliquées dans des activités industrielles d'enrichissement ailleurs. C'est pourquoi il nous est clairement apparu qu'aucune activité d'enrichissement ne devrait être tolérée en Iran, ce dont nous demeurons fermement convaincus. »<sup>15</sup> En d'autres termes, les Etats-Unis s'opposent unilatéralement à ce que l'Iran puisse librement user des droits qui lui sont garantis par les termes même du TNP.

Après 18 mois de crise diplomatique, un consortium d'états mené par les Etats-Unis a présenté devant le Conseil de Sécurité un projet de résolution visant à imposer à l'Iran une date butoir au-delà de laquelle « toute activité d'enrichissement et de transformation » devait cesser (part.1-2), et appelant tous les pays à empêcher tous transferts de technologie et d'expertise « susceptibles de contribuer aux activités iraniennes de transformation et liées à l'enrichissement, et à tout programme de missiles » (part.4). Sous la houlette des Etats-Unis, ces états s'emploient donc à criminaliser l'Iran – mais *seulement* l'Iran – pour l'usage qu'il fait d'un droit reconnu « inaliénable » aux termes de l'article IV du TNP, et prétendent tenir le programme iranien d'enrichissement – au demeurant parfaitement légal et dûment autorisé par le TNP – pour une menace à la paix et à la sécurité internationale tombant sous le coup du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Il est intéressant de souligner que ce projet de résolution exprime notamment « l'intention »

du Conseil de sécurité « d'envisager toute mesure requise ou susceptible de l'être, afin de garantir le plus strict respect des termes de cette résolution » (part.7).<sup>16</sup> C'est typiquement le genre de phraséologie que le régime de Washington - si une telle résolution devait être adoptée - aurait tôt fait d'interpréter comme une *résolution avalisant le recours à la violence* quel que puisse être l'avis des autres membres du Conseil de Sécurité.

Curieusement, les termes même de ce projet de résolution, non moins que l'engagement résolu de la diplomatie britannique, française, allemande et européenne dans la crise du nucléaire iranien, nous semblent s'ajuster on ne peut plus idéalement aux besoins de l'agresseur, lequel dénie ouvertement à l'Iran le droit « inaliénable » que lui garantissent les termes du TNP. Ledit TNP s'en trouve *de facto* définitivement invalidé et l'ensemble constitue un abus grossier des fonctions et attributions du Conseil de Sécurité, pour le bien et la défense d'un programme qui s'inscrit en totale violation des principes les plus élémentaires de la Charte des Nations Unies - selon laquelle tous les états membres « sont tenus de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques » et doivent s'abstenir « de recourir aux menaces aussi bien qu'à la force » (article 2).

Depuis le printemps 2003, la puissance américaine a maintenu une focalisation constante et outrée sur l'attitude prétendument récalcitrante des Iraniens concernant les inspections. Comme cela avait été le cas en Irak jusqu'en mars 2003, avec le « refus » des autorités irakiennes d'apporter les preuves de ce qu'elles ne détenaient aucune « arme de destruction massive » (ADM), le régime d'allégations et d'inspections imposé par les USA par le biais de l'AIEA s'est cristallisé sur l'incapacité des autorités iraniennes à démontrer que les accusations dont elles font l'objet sont infondées - c'est à dire à apporter la preuve que l'Iran n'est pas secrètement engagé dans des pratiques prohibées par le TNP, par les Accords de Sauvegarde du 15 mai 1974, et par les Protocoles Additionnels du 18 décembre 2003 (bien que l'application de ces derniers soit facultative). En outre, tout au long des 38 mois du cycle infernal d'allégations et d'inspections auxquels l'AIEA a soumis l'Iran, l'AIEA a constamment adopté une phraséologie lui permettant d'affirmer être toujours « **dans l'incapacité de confirmer l'absence de matériaux et d'activités nucléaires non déclarés à l'intérieur des frontières iraniennes** » - une condition intrinsèquement biaisée, qu'aucun état ne saurait remplir, quoiqu'il accepte de faire, et dont l'application dépend en réalité du jeu de pressions politiques qui impose à l'AIEA de poursuivre ses recherches.<sup>17</sup> Si les pressions sont suffisantes, l'état accusé restera indéfiniment dans l'incapacité de répondre au niveau de « transparence » et aux mesures sensées « rétablir la confiance » qui lui sont imposés. C'était particulièrement flagrant dans le cas de l'Irak [y compris à l'époque des sanctions]. Et tant que l'AIEA se déclare incapable de confirmer l'absence de matériels et d'activités nucléaires non-déclarés en Iran, l'Iran reste sans recours face aux exigences de l'AIEA.

La « menace » et la crise ont été savamment entretenues dans les médias par le maintien d'une hantise latente teintée d'accents patriotiques, et par une occultation méthodique de tout ce qui permettait une réelle compréhension des enjeux, au moins aussi honteuse et réductrice que celle qui avait permis de justifier l'invasion de l'Irak. Les principaux thèmes récurrents sont : 1) Que l'Iran est une théocratie sanguinaire, politiquement irrationnelle et instable, dirigée par des fanatiques connus pour avoir soutenu le terrorisme et menacé Israël - et en qui on ne peut donc avoir aucune confiance en matière de programme nucléaire. 2) Que l'Iran cache quelque chose au sujet de son programme nucléaire, refuse de coopérer pleinement avec l'AIEA, et que ces dissimulations découlent nécessairement de

l'objectif iranien de se doter d'un armement nucléaire. 3) Que l'acquisition par l'Iran d'une capacité militaire nucléaire serait intolérable, déstabiliserait le Moyen-Orient, voire le monde occidental dans son intégralité, et qu'il est vital d'y faire obstacle.

Ces thèmes ne tiennent en réalité que par l'occultation de certains faits majeurs, tels : 1) Rien ne prouve que l'Iran ait réellement l'intention d'aller au-delà de l'utilisation civile de matériels nucléaires (ce à quoi l'autorise le TNP). L'AIEA n'a en outre jamais déclaré détenir la moindre preuve de l'existence de telles armes, ambitions ou projets. 2) Les USA et Israël possèdent tous deux un important arsenal nucléaire, prêt à être utilisé.<sup>18</sup> Tous deux ont déjà attaqué d'autres pays, en violation de la Charte des Nations Unies, ce que l'Iran n'a encore jamais fait. 3) Notoirement plus faible que les deux puissances qui la menacent, l'Iran est infiniment moins dangereux qu'Israël ou que les USA. De fait, son recours à des armes nucléaires ne pourrait être que défensif – une utilisation offensive serait suicidaire de la part de l'Iran, ce qui ne serait nullement le cas pour Israël ou les USA s'ils venaient à attaquer l'Iran. 4) L'Iran était initialement demeuré effectivement discret sur son programme nucléaire, conscient que les Etats-Unis et Israël y seraient farouchement opposés, mais l'Iran a au moins signé le TNP et a autorisé de nombreuses et envahissantes inspections. Israël en revanche s'est vu autorisé à mener secrètement son programme nucléaire militaire, avec de l'aide des Etats-Unis, de la France et de la Norvège, a toujours refusé de signer le TNP, et n'a jamais été soumis au système d'inspection.<sup>19</sup> 5) Les USA et Israël sont en outre, eux aussi, littéralement des théocraties, où les partis religieux – dont les leaders sont notoirement arrogants, militaristes et ouvertement racistes – exercent une influence considérable, et qui constituent en permanence une réelle menace pour la paix et la sécurité dans le monde. 6) Les USA et Israël ont tous deux sciemment soutenu des terroristes, mais à une bien plus grande échelle que l'Iran (ex. : Posada, Bosch et le réseau terroriste cubain, les contras au Nicaragua, Jonas Savimbi et l'UNITA, l'Armée du Sud Liban, parmi tant d'autres). 7) Les USA et Israël n'ont cessé de déstabiliser le Moyen-Orient par un continuum d'agressions et le nettoyage ethnique de la Palestine, en complète violation du Droit International et en imposant de force un total déséquilibre, dans lequel Israël dispose seul du droit de posséder un armement nucléaire au Moyen-Orient, une situation qui a notamment permis à Israël d'envahir le Liban [sans en redouter de riposte] et qui lui permet actuellement de poursuivre le nettoyage ethnique la Cisjordanie sans avoir à craindre de représailles.

Une autre mise en perspective possible des mêmes faits – mais qui ne risque pas d'apparaître dans nos médias – tourne autour du fait que, années après années, les USA ont été en violation constante des termes de l'article VI du TNP, selon lesquels tous les signataires sont tenus de « poursuivre, en toute bonne foi, les négociations sur des mesures effectives concernant la cessation à court terme de la course aux armements et le désarmement nucléaire, et portant sur un traité de désarmement général et total, sous un contrôle international strict et efficace. » Dans le contexte de la mise en accusation l'Iran – à l'instigation des Etats-Unis – pour violation du TNP, il est important de rappeler que, par décision de la Cour Internationale de Justice (en 1996), les 14 juges assignés à délibérer l'ayant **unanimentement décrété**, « **Il y a obligation à poursuivre en toute bonne foi et faire aboutir les négociations devant conduire au désarmement nucléaire, dans toute l'acception du terme, sous un strict et effectif contrôle international.** »<sup>20</sup> **Le mépris affiché par les Etats-Unis à l'égard de ce jugement est absolument inacceptable, de même que leur refus d'accepter quelque forme de désarmement ou de contrôle international que ce soit mettant en cause leur absolue souveraineté en matière de guerre ou de paix – travaillant même ouvertement à**

## **L'amélioration de leurs armes nucléaires,<sup>21</sup> et allant jusqu'à menacer d'y avoir recours contre l'Iran.<sup>22</sup>**

De fait, non seulement les USA sont particulièrement mal placés pour se poser en donneurs de leçons, mais leurs propres menaces et autres activités illégales représentent un danger patent et immédiat contre lequel l'ONU et la communauté internationale devraient immédiatement prendre les mesures qui s'imposent. En outre, non seulement l'Iran n'est en rien un danger immédiat, mais étant donné les menaces sans équivoque lancées par les Etats-Unis à l'Iran et le refus des Etats-Unis de se plier, tant à leurs obligations en matière de désarmement nucléaire, qu'à leurs propres engagements à n'y avoir pas recours contre des pays ne disposant pas de telles armes, l'Iran dispose d'un droit moral à s'efforcer d'acquérir pour sa propre défense, des armes de dissuasion. Au vu de ce que les USA ont fait à un Irak littéralement désarmé en 2003, l'historien israélien Martin van Kreveld écrivait : « Si les Iraniens n'avaient pas essayé de construire des armes nucléaires, ils seraient fous. »<sup>23</sup>

Cet argument se trouve renforcé par un autre éclairage possible : à savoir, que les USA utilisent, avec la menace nucléaire iranienne, sensiblement la même stratégie qu'avec les prétendues Armes de Destruction Massive, fallacieuse logique qui avait ouvert la porte à l'invasion/occupation de l'Irak. De la même manière, cette même stratégie masque en réalité une ambition sans équivoque de renverser le régime iranien, afin de le remplacer par un régime client supplémentaire, plus docilement dévoué. Parfois ouvertement reconnue, cette ambition explique la frénétique exagération de la menace et la création d'une crise purement virtuelle, pouvant servir de prétexte à une nouvelle agression susceptible de déboucher à terme sur un changement de régime en Iran. C'est aussi ce qui permet de comprendre pourquoi les USA refusent systématiquement de négocier avec l'Iran et/ou d'offrir des garanties de sécurité en échange d'éventuelles concessions de la part des autorités iraniennes concernant leur programme nucléaire. C'est exactement ce qui s'est produit à la veille de l'invasion de l'Irak – les USA avaient sciemment exagéré la menace, créé une situation de crise, refusé toute négociation avec l'Irak, et n'avaient pas autorisé les inspecteurs à poursuivre leurs recherches d'ADM, prétextant officiellement une terrible et imminente menace. Il semble plus probable qu'ils visaient en réalité de longue date à renouveler le régime irakien.

Comme nous l'avons vu, pour couvrir la « crise » iranienne les médias s'en sont tenus à la ligne du parti. Ils en ont unanimement occulté les aberrations, évitant scrupuleusement d'aborder les implications de ces autres éclairages possibles. Qui plus est, bien qu'ayant officiellement reconnu avoir massivement désinformé le public lors des préparatifs de l'invasion de l'Irak<sup>24</sup> – servant *de facto* d'organes de propagande plutôt que d'information, au service de l'administration Bush – nos médias retrouvèrent instantanément et unanimement la même ligne (dont ils n'avaient du reste jamais réellement dévié), aussitôt que Washington désigna une nouvelle « grande menace. » De sorte qu'ils n'évoquent jamais les violations du TNP par les Etats-Unis, dédaignent ostensiblement le Droit International et son éventuelle application concernant les agressions américaines préparant l'invasion, ou les menaces d'attaque ouverte, exactement comme ils l'avaient fait à la veille de l'invasion de l'Irak.<sup>25</sup> Ils ne manifestent pas le moindre scepticisme à l'égard de l'énormité de la menace et à aucun moment n'évoquent le droit éventuel des Iraniens à défendre leur pays. (C'est bien cette même Presse Libre qui, en 1954, avait fait d'un Guatemala littéralement désarmé la plus effroyable des menaces, sur le même mode que l'Irak à genoux de 2002-2003). A aucun moment les médias ne suggèrent que les USA puissent abuser

sciemment du système d'inspection – se dispensant de revenir sur leurs abus passés ou sur les mensonges patents assés lors de la campagne d'inspections en Irak – et encore moins que l'agresseur puisse avoir d'autres motivations que celles qu'il affiche.

Concernant l'attitude de l'Union Européenne, de l'ONU ou de l'AIEA, les médias ne laissent jamais supposer que le véritable problème puisse être en réalité de contenir les Etats-Unis. Dans la version comique qui nous est présentée – mais qui n'est littéralement jamais remise en cause dans les médias – on suggère même fréquemment un « risque d'apaisement » de l'Iran ; ou que, si le monde entend « éviter un nouveau Munich », et que « le Conseil de Sécurité se montre incapable de faire face à la menace iranienne », les Etats-Unis seront amenés à « former une coalition internationale afin de désarmer le régime. »<sup>26</sup> Mais pas le moindre indice ne laisse supposer que le véritable problème puisse être de ramener les Etats-Unis au simple respect du Droit International ; Ou que l'analogie, effectivement valable, au sujet de Munich ne soit en rien applicable au programme nucléaire iranien. En effet, le pacte de 1938 qui liait les puissances européennes et enjoignait à la Tchécoslovaquie d'accepter la cession des Sudètes à l'Allemagne nazie, se rapproche infiniment plus du rôle que jouent actuellement l'ONU et l'UE au service des visées américaines sur le territoire iranien.<sup>27</sup>

La *Pravda* n'aurait pu montrer plus de zèle pour la défense d'intentions bellicistes des soviétiques, que celui dont fait preuve une fois de plus notre Presse Libre envers l'administration Bush.

## Conclusion

Manifestement, dès qu'il s'agit d'actions envisagées par *La Super Puissance* (ou l'un de ses principaux clients) le Droit International cesse totalement d'être appliqué ; un phénomène qui se trouve désormais pleinement institutionnalisé et admis par la « communauté internationale » (par les dirigeants, plus que par les populations). S'agissant de l'Iran, tout se passe comme si les leçons d'un passé récent, voire de ce qui se déroule en ce moment même en Irak, s'évaporent tout bonnement et que les mêmes « menaces » imaginaires et utilisations abusives d'instances internationales – supposées rester neutres, telles l'AIEA et ses inspections – pouvaient être indéfiniment régurgitées dans la même bauge d'hypocrisie. En fait, comme nous l'avons maintes fois mis en évidence, la situation n'a fait qu'empirer sous ce rapport. L'ONU et l'UE sont désormais activement engagées, sous la férule américaine, dans un total déni de droit à l'égard de l'Iran – concernant les droits « inaliénables » que lui confère son statut de signataire du TNP – allant jusqu'à tenir le simple fait d'user de ces droits, pour un crime et une « menace contre la paix » ouvrant la voie à une agression américaine directe.

De fait, nos conclusions sont doubles : Premièrement, dès lors que les Etats-Unis et Israël disposent tous les deux d'un arsenal nucléaire et menacent d'en faire usage pour attaquer l'Iran, ces deux pays s'étant de nombreuses fois rendus coupables de violations particulièrement graves du Droit International – telles que : violation de l'article de la Charte de l'ONU interdisant l'agression ; violation par Israël [et les USA en Irak : NDT ] de la quatrième Convention de Genève, concernant les obligations d'une puissance occupante, etc. – et le régime de Washington ayant d'ores et déjà entamé les phases préliminaires d'une agression contre l'Iran, l'ONU et le Conseil de Sécurité devraient se mobiliser prioritairement contre l'agression US, plutôt que contre quelques manquements mineurs au régime d'inspection de la part de l'Iran (et au lieu de contribuer activement au programme de l'agresseur, inutile de le dire).

Deuxièmement : s'agissant des violations du TNP, bien au-delà de la gravité des supposés manquements iraniens, on trouve le refus catégorique des Etats-Unis de prendre quelque mesure que ce soit pour éliminer les armes nucléaires, et leur engagement à défendre la position dominante d'Israël comme unique puissance nucléaire au Moyen-Orient (tout en l'excluant de la juridiction de l'AIEA). En réalité, les USA ne cessent de perfectionner leur arsenal nucléaire avec l'ambition sans équivoque de rendre les frappes nucléaires plus « envisageables. » L'Iran, au même titre que nombre d'autres pays, se trouvant directement visé par une telle menace, il est patent que cette violation du TNP est infiniment plus cruciale qu'aucune autre pouvant, à tort ou à raison être attribuée à l'Iran.

Pour toute personne intègre et saine d'esprit, dénoncer devant l'ONU et le Conseil de Sécurité les violations caractérisées du TNP dont les Etats-Unis sont coupables devrait être une priorité absolue. Il n'est d'action plus cruciale et urgente que de faire échec à l'agression de l'Iran par les Etats-Unis, agression qui viendrait inévitablement décupler l'onde de choc du précédent « crime suprême international », lequel ravage encore actuellement l'Irak.

Notes.

1 « Déclencher une guerre d'agression ... n'est donc pas seulement un crime international ; c'est le crime international suprême, ne différant des autres crimes de guerre qu'en ce qu'il porte en lui l'horreur accumulée de tous les autres. » « [The Common Plan or Conspiracy and Aggressive War](#), » in [Judgment of the International Military Tribunal for the Trial of German Major War Criminals](#), part of the [Nuremberg War Crimes Trials](#) website maintained by the [Avalon Project at Yale Law School](#).

2. Seymour Hersh, « [The Iran Plans](#), » *New Yorker*, April 17, 2006.

3. Cf. « [Foreign Terrorist Organizations](#), » Ch. 8 of [Country Reports on Terrorism 2005](#), U.S. Department of State, April, 2006, pp. 30/212 - 31/213. Concernant la décision du gouvernement U.S., en juillet 2004, d'assurer le statut de « protégés » aux membres du MEK installés de façon semi-permanente au camp de Ashraf à l'Est de l'Irak, cf. « [Daily Press Briefing](#), » Adam Erel, Porte Parole de la Chambre des Députés, Département d'Etat U.S., 26 juillet 2004. Comme le fit remarquer le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères de Téhéran, « Les Etats-Unis instrumentalisent leur lutte contre le terrorisme, et nous savions depuis le début que ce combat est vide de sens et qu'ils ne sont pas sérieux. Se servir des Conventions de Genève pour protéger ce groupe terroriste est naïf et inacceptable. » « [U.S. war on terror is a sham, says Iran](#), » *Daily Times* (Pakistan), July 28, 2004.

4. Cf. Matthew Rycroft, « [The secret Downing Street memo](#), » 23 juin 2002 (dans sa version intégrale, envoyée à *Times Online*, May 1, 2005); voir aussi Michael Smith, « [The war before the war](#), » *New Statesman*, 30 mai 2005; Michael Smith, « [General admits to secret air war](#), » *Sunday Times*, June 26, 2005; David Peterson, « ['Spikes of Activity'](#), » ZNet, juillet 2005; et David Peterson, « [British Records on the Prewar Bombing of Iraq](#), » ZNet, juillet 2005.

5. Jonathan Steele et Dahr Jamail, « [This is our Guernica](#), » *The Guardian*, 27 avril 2005; Mike Marqusee, « [A name that lives in infamy](#), » *The Guardian*, 10 novembre 2005.

6. Voir notamment : Gretchen Borchelt et al., [Break Them Down: Systematic Use of Psychological Torture by U.S. Forces](#), Physicians for Human Rights, mai 2005; Leila

Zerrougui et al., [Situation of detainees at Guantánamo Bay \(E/CN.4/2006/120\)](#), UN Commission on Human Rights, 15 février 2006; et [By the Numbers: Findings of the Detainee Abuse and Accountability Project](#), Center for Human Rights and Global Justice, Human Rights First, and Human Rights Watch, février 2006.

7. En 1994, lors d'un symposium intitulé « Global Structures: A Convocation: Human Rights, Global Governance and Strengthening the UN, » l'actuel ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations Unies, John R. Bolton, déclarait : « Les Etats-Unis permettent à l'ONU de fonctionner lorsqu'ils veulent qu'elle fonctionne, et il n'est pas question qu'il en soit autrement, car la seule chose qui importe – *la seule chose qui importe* – pour les Etats-Unis, c'est ce qui est dans notre intérêt national. Si ça ne vous plait pas, j'en suis désolé mais c'est comme ça. » Cf. Nomination de John R. Bolton, intervention devant le Committee on Foreign Relations du Sénat des Etats-Unis, 11 avril 2005.

8. Le sang versé durant l'invasion criminelle de l'Irak par les troupes anglo-américaines n'était pas encore sec que le Conseil de Sécurité des Nations Unies avalisait officiellement l'occupation, avec une litanie de résolutions annonçant la curée. En premier lieu, la [Resolution 1483](#) (22 mai 2003), levant les sanctions économiques qui remontaient à la [Resolution 661](#) (6 août 1990).

9. Voir « [The Iran 'Crisis'](#), » Edward S. Herman and David Peterson, *ColdType*, novembre 2005. (La « Crise Iranienne » comme prélude à une agression U.S. et/ou Israélienne. Cf. [http://www.michelcollon.info/archives\\_articles.php?log=invites](http://www.michelcollon.info/archives_articles.php?log=invites) Année 2006)

10. Au sujet de la diabolisation, cf. David Peterson, « [The Language of Force](#), » ZNet, 16 janvier 2006.

11. Un grand nombre de récents sondages d'opinion sur les attitudes et croyances des américains (tous liés à la pseudo crise actuelle) constatent que les américains considèrent l'Irak et les musulmans comme une très sérieuse menace. Cf Jeffrey M. Jones, « [Americans Rate Iran Most Negatively of 22 Countries](#), » Gallup, 23 février 2006; Joseph Carroll, « [Americans Say Iran Is Their Greatest Enemy](#), » Gallup, 23 février 2006; Claudia Deane and Darryl Fears, « [Negative Perception Of Islam Increasing](#), » *Washington Post*, 9 mars 2006; « [States of Insecurity](#), » *Atlantic Monthly*, avril 2006; Dana Blanton, « [FOX News Poll: Do Not Trust Iran](#), » FOXNews.com, 9 mai 2006; « [FOX News / Opinion Dynamics Poll](#), » 9 mai 2006.

12. concernant le Parti Démocrate Américain, « guère différent de l'administration », mais « qui s'efforce de couper l'herbe sous les pieds de l'administration en affichant une ligne encore plus dure », cf Anatol Lieven, « [There is menace in America's policy of prevention](#), » *Financial Times*, 20 mars 2006 (tel que paru sur le site web de la [New American Foundation](#)). Le scénario délirant (qui s'appuie comme tout le reste sur une représentation biaisée des faits) proposé par Timothy Garton Ash dans « [The tragedy that followed Hillary Clinton's bombing of Iran in 2009](#) » (*The Guardian*, 20 avril 2006), est inimaginable, ne fut-ce que parce que dans le boiteux système politique américain, rien de ce qui peut être annoncé comme alternative, ne peut se démarquer du consensus ambiant.

13. Article IV of the [Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons](#) (effective March 5, 1970).

14. Cf. copie des accords entre E3/EU et l'Irak signés à Paris le 15 novembre 2004, tels que

reproduits dans [INFCIRC 637](#), IAEA, 26 novembre 2004, pp. 3-4.

15. Cité dans « No uranium enrichment 'permissible' for Iran—US envoy, » Agence France Presse, 6 mars 2006. Noter que les remarques de Bolton n'ont pas été rapportées dans le site [United States Mission to the United Nations](#), e.g., sous l'intitulé Dépêches d'Agences de Presse, [January - March, 2006](#). Voir aussi David Peterson, « [Overthrowing the NPT the American Way](#), » ZNet, 7 mars 2006.

16. Pour le texte intégral du projet de résolution tel qu'il fut produit le 3 mai, cf. « [TEXT-UN council gets draft text on Iran nuclear program](#), » Reuters-AlertNet, 3 mai. Pour la couverture médiatique du projet de résolution, cf. notamment, Elaine Sciolino, « [U.S., Britain and France Draft U.N. Resolution on Iran's Nuclear Ambitions](#), » *New York Times*, 3 mai; « [UN Security Council considers action on Iran's nuclear programme](#), » UN News Center, 3 mai; John Ward Anderson et Colum Lynch, « [U.S. Crafts Response on Iran](#), » *Washington Post*, 3 mai; Maggie Farley, « [Security Council Gets Iran Nuclear Resolution](#), » *Los Angeles Times*, 4 mai; Warren Hoge, « [Britain and France Press U.N. to Oppose Iran Nuclear Efforts](#), » *New York Times*, 4 mai; Colum Lynch, « [Security Council Is Given Iran Resolution](#), » *Washington Post*, 4 mai; Edward Alden and Caroline Daniel, « [US pushes for Iran financial sanctions](#), » *Financial Times*, 8 mai. ainsi que Marjorie Cohn's « [Bush Setting up Attack on Iran](#), » *Truthout*, 8 mai.

17. Pour citer le dernier aménagement de la série de rapports de l'AIEA à son comité de direction, (au moins le 17e en date) « L'agence se déclare incapable de faire le moindre progrès dans ses démarches visant à attester de l'absence de matériels et d'activités non déclarées en Iran. » [Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran \(GOV/2006/27\)](#), 28 avril 2006, par. 33, p. 7. Les allégations relayées par l'AIEA au sujet du programme nucléaire iranien ont été formulées de cette manière depuis le tout début de la crise.

18. Pour une récente évaluation de l'arsenal nucléaire U.S., cf. Robert S. Norris and Hans M. Kristensen, « [U.S. nuclear forces](#), » *Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier/février 2006; Pour une évaluation de celui d'Israël, cf. Robert S. Norris et al., « [Israel nuclear forces, 2002](#), » *Bulletin of the Atomic Scientists*, septembre/octobre 2002.

19. Pour un historique du programme nucléaire militaire Israélien, totalement en marge du TNP et de tout contrôle international, cf. Avner Cohen and William Burr, « [Israel crosses the threshold](#), » *Bulletin of the Atomic Scientists*, mai/juin 2006; et « [Israel Crosses the Nuclear Threshold](#), » National Security Archive Update, April 28, 2006.

20. Cf. [Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons](#), International Court of Justice, 8 juillet 1996, pars. 98 - 103, and Opinion F. Encore qu'il ne s'agisse que d'une « mise en garde », sans aucun caractère contraignant, il s'agit à ce jour de la décision légale la plus propre à faire autorité sur des questions d'armements nucléaires et de respect des règles du TNP, qui ait jamais été produite.

21. Concernant les projets de perfectionnement du déjà astronomique arsenal nucléaire américain, et des moyens de contourner l'interdiction d'y recourir, cf. James Sterngold, « [Upgrades planned for U.S. nuclear stockpile](#), » *San Francisco Chronicle*, 15 janvier; et Walter Pincus, « [U.S. Plans to Modernize Nuclear Arsenal](#), » *Washington Post*, 4 mars.

22. Concernant l'éventualité d'une utilisation américaine de l'arme nucléaire contre l'Iran -

un sujet sur lequel le moindre soupçon du plus petit murmure est déjà assourdissant et où les fuites sur différentes mises en garde le sont encore plus – cf. Michel Chossudovsky, **Les dangers d'une guerre nucléaire au Moyen-Orient**, Hersh, « [The Iran Plans](#), » *New Yorker*, 17 avril 2006; Sarah Baxter, « [Gunning for Iran](#), » *Sunday Times*, 9 avril 2006; and Peter Baker et al., « [U.S. Is Studying Military Strike Options on Iran](#), » *Washington Post*, 9 avril 2006. Voir aussi les informations rapportées sous l'entrée « [Divine Strake](#) » de [Weapons of Mass Destruction](#) webpage of [GlobalSecurity.org](#).

23. Martin van Creveld, « [Sharon on the warpath: Is Israel planning to attack Iran?](#) » *International Herald Tribune*, August 21, 2004.

24. L'archétype par excellence : « [The Times and Iraq](#), » *New York Times*, May 26, 2004; et la page web afférente *The Times*, consacrée à ce sujet « [The Times and Iraq: A Sample of the Coverage](#), » mai 2004. Nous jugeons néanmoins préférable d'informer le lecteur que ces documents et les conclusions avancées par *The Times* concernant le rôle joué par le journal durant la phase préliminaire de l'invasion, minimisent grossièrement le réel degré de culpabilité du *Times*.

25. Howard Friel et Richard Falk, *The Record of the Paper: How the New York Times Misreports US Foreign Policy* (London: Verso, 2004). Sur 70 éditoriaux publiés sur l'Irak entre le 11 septembre 2001 et le 21 mars 2003, pas une seule fois les éditorialistes du *Times* n'ont seulement mentionné le Droit International : cf. ch.1.

26. Nile Gardiner et Joseph Loconte, « [The Gathering Storm Over Iran](#), » *Boston Globe*, May 3 mai. Au contraire, le recours à la fausse analogie avec Munich et l'accusation « d'apaisement » sont pléthore. Cf. notamment « [Iran's Nuclear Challenge](#), » Editorial, *Washington Post*, 12 janvier; William Kristol, « [And Now Iran; We can't rule out the use of military force](#), » *Weekly Standard*, 23 janvier; et Kim Willsher, « ['Only a fraction of Teheran's brutality has come to light'](#), » *Daily Telegraph*, 19 mars. Ce dernier exemple était particulièrement révélateur. Maryam Rajavi, considéré comme « leader du plus grand groupe d'opposition iranien en exil », à savoir le Conseil National de la Résistance pour l'Iran, y aurait déclaré : « Les gouvernements occidentaux doivent mettre un terme à leurs dangereuses manœuvres pour « apaiser » le régime iranien, et reconnaître la représentativité de notre groupe... » Il n'est pas précisé que le gouvernement U.S. inclut (du reste officiellement) son groupe parmi les Mujahedin-e Khalq sur sa liste d'Organisations Terroristes Etrangères. Cf. note 3.

27. La tactique menée à l'égard de l'Iran pourrait dissimuler une invasion-occupation partielle de la zone géographique de l'Iran où, selon les termes du Département Américain de l'Energie, « la majeure partie des réserves de brut de l'Iran ont été localisées », à savoir, « les gigantesques champs pétrolifères du sud-ouest du Khuzestân, à proximité de la frontière irakienne ». Contrairement à ce qu'on raconte, ça n'impliquerait pas nécessairement « d'aller jusqu'à Téhéran », comme le disent les Neo-conservateurs – pour autant que les limites avérées des champs pétrolifères iraniens, se bornent réellement à la frontière entre le Khuzestân et le Sud-est irakien. Voir [Iran](#), U.S. Energy Information Administration, January, 2006, p. 2. Comme le précise ce même rapport, « en septembre 2005, plusieurs bombes ont explosé près des puits de pétrole du Khuzestân, soulevant des inquiétudes au sujet d'un éventuel conflit entre groupes éthiques arabes de la région (p.2)

*Counterpunch* 16 mai 2006.

*Edward S Herman est professeur émérite de finances à la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie. Il a écrit de nombreux ouvrages sur l'économie, l'économie politique et les médias, au nombre desquels : The Real Terror Network, Triumph of the Market et Manufacturing Consent (avec Noam Chomsky).*

*David Peterson est chercheur et journaliste indépendant.*

Traduit de l'anglais par Michel Polizzi et Dominique Arias. Les notes entre [...] en petits caractères sont de ces derniers et n'engagent que ceux-ci.

La source originale de cet article est Counterpunch (original en anglais)  
Copyright © [Edward S. Herman](#) et [David Peterson](#), Counterpunch (original en anglais), 2006

---

Articles Par : [Edward S. Herman](#) et [David Peterson](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)